

Contribution de l'École Émancipée aux débats du CDFN de novembre 2016

*« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître
et dans ce clair-obscur surgissent les monstres »*

Antonio Gramsci

L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis crée un choc sans précédent tant les conséquences pour les citoyen-nes de ce pays ou sur la scène internationale laissent craindre le pire si l'on s'en réfère à ses discours de campagne.

Raciste, sexiste, homophobe, conservateur, anti-écologique et climato-sceptique... Rien ne laissait présager, dans les cercles « avertis » des élites politiques et intellectuelles, des médias et des sondeurs, que le candidat milliardaire, le représentant-type des grandes entreprises et des plus riches, pouvait arriver à la tête de la première puissance politique et économique mondiale. Et pourtant... Cela est possible quand la démocratie oppose à des Trump des gens comme Clinton qui ne peuvent pas plus prétendre représenter les intérêts de la population.

Après le vote en faveur du Brexit, cette élection est révélatrice d'un repli sur soi de nos sociétés occidentales, d'une phase de reflux illustrée par les politiques menées dans des pays tels que la Pologne ou la Hongrie ; une phase de reflux où les politiques mises en place laissent présager des régressions considérables en termes de droits sociaux, d'émancipation de la société en général.

En Turquie, Erdogan met en place une dictature avec l'arrestation ou le licenciement de dizaines de milliers de fonctionnaires, de juges, de journalistes, d'enseignant-es sans que cela n'entraîne une vive réaction des démocraties européennes.

Alors comment analyser ces votes de citoyennes, sinon par le rejet des politiques menées ces dernières années par les gouvernements de droite comme de gauche ? Comment ne pas y voir une réponse aux politiques néolibérales et anti-sociales menées par les différents gouvernements ? Comment ne pas y lire une conséquence de la crise économique et sociale démarrée en 2008 que les politiques injustes (en terme de fiscalité, de droits sociaux,...) des différents gouvernements n'ont fait qu'aggraver, et qui n'en finit pas de voir exploser les inégalités sociales ?

Ce vote doit être considéré comme un signal : ne restent au final comme formes de refus des politiques menées et en termes d'avertissement, que l'abstention et/ou le repli identitaire.

Le parallèle avec la prochaine échéance électorale en France n'a pas manqué d'être fait. Pour autant, l'avertissement sera-t-il entendu ? Rien n'est moins sûr. Les politiques menées depuis cinq années par un gouvernement prétendument socialiste, tout comme les années précédentes, ne font que perpétuer un modèle à bout de souffle, fait de politiques d'austérité et de régressions, amenant un déclassement des populations les moins aisées avec parfois la recherche de boucs émissaires : alors ne préparons pas le terrain à un vote anti système, et dressons dès aujourd'hui le bilan de la politique libérale du quinquennat.

La situation des migrant-es, la façon dont elle est traitée en Europe et dans notre pays est indigne, intolérable. Ces dernières semaines, les grandes manœuvres ont été lancées pour démanteler les camps, comme s'il s'agissait là d'une réponse humanitaire.

Calais, Stalingrad, ... Les grands moyens ont été employés pour « mettre à l'abri » les populations concernées. Quelle hypocrisie dans la propagande gouvernementale lorsque l'on compare les paroles et les moyens déployés : bulldozers et pelleteuses sur la jungle de Calais, forces de l'ordre plus nombreuses que les migrant-es à Paris, ...

Et pendant ce temps-là, la polémique enflamme quant à leur accueil et leur répartition sur le territoire métropolitain, alimentée par les représentants de la droite et de l'extrême-droite qui réaffirment leur rejet des étrangers par des propos xénophobes, racistes et islamophobes.

Les discours rétrogrades, racistes et xénophobes risquent d'être au cœur de la campagne électorale. Ils mériteront d'être combattus. Tout comme les politiques sécuritaires et répressives.

Les manifs de policiers qui se sont multipliés ces dernières semaines sont sur ce point des plus inquiétantes ;

Certes, certaines revendications proviennent d'une dégradation des conditions de travail et d'un manque de moyens qui se sont accélérés depuis l'état d'urgence. Pour autant cela ne justifie pas les manifs interdites, avec visages cagoulés, port d'armes, insignes et avec les véhicules de service.

Sur la question des libertés publiques, la création d'un fichier unique regroupant les informations biométriques de l'ensemble des détenteurs de passeports ou de cartes d'identité suscite de vives inquiétudes. Les dangers liés à la création de ce gigantesque fichier, quelles qu'en soient les modalités d'exploitation, que ce soit au niveau déontologique ou technique, sont déjà dénoncés, obligeant le ministre de l'intérieur à annoncer des évolutions minimales sans qu'il soit question de faire machine arrière. Sous prétexte de « contrôle financier » -

Les manifestations hostiles, à l'initiative du Front National, se sont multipliées, tout comme les attaques contre certains centres d'accueil.

Pourtant les populations résistent plus à ces discours de rejet que les médias ou les élites voudraient le faire croire. Ici, les marques de solidarité s'affichent par l'organisation de contre-manifestations et des slogans de bienvenue, des collectes sont organisées, des initiatives sont prises pour créer du lien.

En Hongrie, le référendum contre les étrangers n'a pu être validé.

Concernant les droits de femmes et la défense du droit à l'avortement, les polonaises sont descendues en masse dans la rue, obligeant le gouvernement à reculer.

Et cela peut se vérifier sur bien d'autres sujets comme sur le refus de la population wallonne de valider le CETA.

L'objectif est clairement d'exercer une pression en faveur d'une politique pénale plus répressive. Au-delà des événements qui ont déclenché ce mouvement, ces manifestations illégales avec leurs tentatives d'intimidation mettent en danger la démocratie.

Difficile de ne pas faire le lien avec la répression du mouvement syndical qui se poursuit toujours et toujours plus. Mais la résistance ne faiblit pas, les mobilisations, comme lors du procès en appel des 8 de Goodyear, sont toujours massives...

l'argument premier de la mise en place de ce fichier étant de faire des économies en termes de postes -, c'est en fait un contrôle social qui se met en place ; la banalisation de ce type de contrôle a également pour objectif de faire accepter la répression de tout ce qui n'est pas dans la norme par la majorité de la population.

Après la prolongation de l'état d'urgence annoncée sans surprise jusqu'après la période électorale, c'est un élément de plus à l'arsenal sécuritaire qui se met en place.

Services Publics et Interpro...

Après les fortes mobilisations de ce printemps, les rencontres intersyndicales se poursuivent cahin-caha au niveau interpro et au niveau des services publics, FO ayant quitté le navire.

Journée du 29 novembre pour les services publics ou travail intersyndical autour des propositions revendicatives pour continuer à lutter contre la loi travail, les cadres de mobilisation perdurent.

Il est nécessaire de s'y investir largement, d'autant que la période électorale qui s'est ouverte voit se multiplier les propositions rétrogrades et réactionnaires vis-à-vis des salarié-es et des services publics : retraites, temps de travail, suppressions de postes ...

La Convergence nationale des services publics, qui vient de tenir ses assises nationales, est un de ces cadres de débats et de co-construction d'initiatives. Elle réunit, dans la durée, organisations politiques, syndicales, associations d'usager-ères et d'élu-es, collectifs locaux. L'appel, issu de ces assises, s'adresse à l'ensemble des citoyen-nes qui devront se prononcer, à travers leur vote au printemps prochain, sur l'avenir des services publics. Cet appel peut servir à poser, dans le débat public, les enjeux de société, et porter les choix qui sont les nôtres.

Il faut travailler l'unité d'action la plus large possible, avec tout-es celles et ceux qui ont la volonté de réellement défendre les droits des salarié-es, la fonction publique et les services publics.

Dans l'éduc...

La situation est très dégradée dans les lycées qui supportent l'explosion des effectifs, et dans les collèges à cause des effets de la réforme : souffrance des personnels qui subissent une augmentation importante de la charge de travail (nouveaux dispositifs -EPI, AP- et nouveaux programmes...), perte du sens de leurs missions ; inégalités sur le territoire liées à la diversité d'application de la réforme que permet la marge d'autonomie.

Au-delà des divers projets pour l'école portés par les différents candidat-es à la candidature, les derniers propos de la ministre sur les questions de remplacement et de formation pendant les vacances donnent le ton de ce que vont être les priorités du gouvernement dans la

période. Son bilan en termes de politiques éducatives est tout sauf positif, en voilà une preuve supplémentaire. Le colloque des 6 et 7 décembre doit être un outil pour avancer notre projet éducatif et surtout pour dresser un bilan critique des politiques du quinquennat.

La semaine dernière a eu lieu une nouvelle journée de grève des établissements sortis de la carte de l'éducation prioritaire (EP) : cette mobilisation ne faiblit pas et s'étend désormais, au-delà de la région parisienne qui l'a initiée, à d'autres académies sur le territoire. La fédération doit apporter tout son soutien aux collègues mobilisés pour voir aboutir leurs revendications : un élargissement de la carte d'EP aux lycées qui en relèvent est indispensable.

Sur PPCR...

Le suivi de PPCR est problématique sur bien des points : création d'une classe exceptionnelle, non garantie du passage à la HC et d'un déroulement de carrière complet sur deux grades... Le volet carrière de ce dossier n'est d'ores et déjà pas satisfaisant, nécessitant encore et encore des interventions syndicales pour faire respecter les engagements ministériels sans garantie d'y parvenir. Des chevaux de Troie sont introduits lors des groupes de travail ad hoc (par ex : l'accès à la catégorie A pour les travailleurs

sociaux désormais conditionné à la ré-architecture des Diplômes d'État)

Le point d'achoppement fort dans la période concerne à la fois la création d'un troisième grade ouvert à une petite minorité et l'accompagnement proposé dans le cadre de l'évaluation des enseignant-es. C'est, avec la conservation d'une évaluation non déconnectée de l'avancement, un véritable outil managérial. Un accompagnement peut être demandé/imposé par la hiérarchie, ce qui signifie qu'il pourra sans doute être imposé aux collègues,

individuellement ou à une équipe. Pour toutes ces raisons, il n'est pas justifiable que la FSU

donne quitus au gouvernement sur ce dossier.

Et les femmes ?

En période de crise, les acquis en matière de droits des femmes sont particulièrement remis en cause, que ce soit les conditions de leur émancipation matérielle ou le droit à disposer de leur corps. Dans la continuité de son imposture sociale, Marine Le Pen développe maintenant son imposture féministe, mais ne propose rien en matière de lutte contre les inégalités. Cette question est pourtant toujours aussi régnante.

7 novembre - 16 h 34 pour revendiquer contre les inégalités salariales,
25 novembre pour manifester contre les violences faites aux femmes,
Il y a nécessité dans la période à concrétiser, avec les organisations féministes et syndicales, une journée d'action de grève pour les droits des femmes à l'occasion du 8 mars comme le propose notamment la CGT.

NDDL

« Peut-on vivre sans un aéroport idéal ? Oui. Peut-on vivre sans eau ? Non. » C'est par ces fortes paroles que Madame le rapporteur public de la Cour d'appel de Nantes avait argumenté en faveur de l'annulation de l'arrêté préfectoral « loi sur l'eau » autorisant les travaux de construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-

Landes. L'annulation de l'arrêté « espèces protégés » était également demandée. Fait très rare, la Cour administrative de Nantes n'a pas suivi ses conclusions. Ce jugement n'entame en rien la légitimité du combat contre ce projet. Au contraire l'ensemble du réquisitoire, reprenant nombre d'arguments des opposants à NDDL, légitime l'opposition contre les expulsions et le

La question de la sélection en Master

Lors du congrès du Mans, la FSU écrivait dans le préambule du thème 1 : « C'est un véritable enjeu de société : faire le pari qu'à travers une école qui rompt avec la sélection et la compétition, s'imposera une société construite sur des valeurs de solidarité et de coopération ». Abandonnant quelque peu ce pari de la FSU, le 4 octobre dernier, le SNESUP-FSU a été signataire d'un accord avec le ministère sur la réforme de l'entrée en master, autorisant les universités à rejeter des demandes d'inscription en première année de master (M1) en raison de capacités d'accueil insuffisantes, notion des plus floues, ce qui revient à autoriser une sélection à l'entrée en master. La FSU peut-elle considérer

qu'il s'agit là d'une question qui ne concerne que le seul secteur de l'enseignement supérieur, et pas la société tout entière, et suivre la pente dans laquelle s'engage le SNESUP-FSU ?

Cela contredit un mandat fort du SNESUP-FSU adopté lors de son congrès d'orientation de 2015 : "Le SNESUP-FSU s'oppose à toute forme de sélection tant à l'entrée en licence qu'à l'entrée en master ou entre M1 et M2".

Pour l'EE, dire que cette réforme contient des points de convergence avec le reste du mandat du SNESUP-FSU sur ce sujet relève de contorsions argumentatives qui masquent mal la réalité.

Les conséquences sont graves. C'est la démocratisation de l'accès aux études supérieures qui est en jeu, car la sélection renforce les déterminismes

sociaux, déjà puissamment à l'oeuvre dans le système éducatif français. C'est la liberté de choix des étudiant-es à poursuivre de droit des études dans une filière compatible avec leur licence qui est attaquée. En acceptant la sélection en master, on cède une première fois. Que dira-t-on lorsque la sélection en licence sera réclamée, y compris par les collègues universitaires ? On peut encore ajouter que le SNESUP-FSU contribue à dévaloriser le diplôme national de licence puisqu'il accepte, au moins implicitement, que tou-tes les diplômé-es de licence n'ont pas leur place en master. Ce sont toutes ces régressions que nous n'acceptons pas au sein de l'EE, et nous considérons que la FSU ne peut les entériner.

démarrage des travaux voulu par le | gouvernement.



« Le nouveau monde tarde à apparaître », pourtant...

Il est de la responsabilité des organisations syndicales de transformation sociale, il est de la responsabilité du mouvement social de s'engager avec toutes celles et ceux qui partagent la volonté de combattre les inégalités et les discriminations, de défendre les libertés individuelles et collectives. La FSU doit relancer le travail intersyndical et prendre une part active aux mobilisations contre l'extrême droite ; elle doit être présente à NDDL ; s'investir localement, partout, dans les collectifs d'accueil des migrant-es, et, dans l'immédiat, soutenir la manifestation du 26 novembre à Paris en signant l'appel « Migrant-es bienvenues ! » ; soutenir les collègues qui viennent en aide aux élèves Sans Toit et/ou Sans Papiers, s'opposer à toute forme de sanction contre ces

agent-es et exiger l'abrogation des textes législatifs qui reconnaissent « le délit de solidarité » ; œuvrer à faire vivre les intersyndicales issues des luttes menées contre la loi Travail pour défendre, sur le terrain, les droits des salarié-es...

C'est ce travail syndical qui nous attend à moyen et plus long terme.

A court terme, les élections qui s'annoncent ne doivent pas mettre sous l'éteignoir les revendications que nous portons et les mobilisations que nous sommes amenés à proposer.

Il s'agira de mener le combat idéologique qui nous attend face à toutes les régressions annoncées.